

Affaires courantes

installer un camp militaire pour poursuivre l'effort de guerre. Il avait l'occasion d'acquérir des terres situées dans d'autres régions du sud de l'Ontario, mais ces terres appartenaient à des non-autochtones, à des Blancs en fait, et l'idée a été rejetée. Le ministère voulait les terres qui appartenaient aux autochtones, plus précisément aux Chippewas de Stoney Point. En fait, il a été encouragé à acheter ces terres par George Down, qui était l'agent des Indiens à l'époque. Pour citer les paroles de M. Down, il disait: «Personnellement, je crois que c'est là une merveilleuse occasion de rassembler quelques Indiens dispersés et de les réinstaller de façon permanente avec le reste de la bande.»

• (1520)

C'était très caractéristique de la façon dont les Canadiens et le gouvernement du Canada percevaient les autochtones à l'époque; ils les considéraient comme étant «quelques Indiens dispersés», pour reprendre les paroles de M. Down.

Le ministère de la Défense nationale a demandé aux Indiens de Stoney Point s'ils voulaient vendre leurs terres, et ils ont répondu non. Ces terres leur appartenaient en vertu d'un traité signé dans les années 1820, un traité qui, selon eux, devait être respecté par eux ainsi que par le gouvernement du Canada.

C'est seulement après qu'ils eurent refusé de vendre leurs terres que le gouvernement canadien les a saisies en vertu de la Loi sur les mesures de guerre pour y établir le Camp Ipperwash des Forces canadiennes.

Le décret de saisie prévoyait que les terres seraient rendues aux Chippewas, à qui on les avait enlevées, lorsqu'on n'en aurait plus besoin pour la poursuite efficace des activités de guerre.

Après la guerre, malgré les promesses qu'ils avaient faites, le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale ont refusé de rendre les terres aux Chippewas. Ils ont refusé de tenir leurs promesses, refusé de respecter l'honneur de la Couronne relativement à ses ententes avec les Chippewas.

Ainsi, 50 ans plus tard, ces terres sont encore entre les mains du ministère de la Défense nationale, qui refuse toujours de tenir ses promesses. Voici ce que le ministre de la Défense nationale déclare à la Chambre, du ton arrogant qu'on lui connaît: «Je ne répondrai à ces questions qu'après le délai de 150 jours, lorsque je devrai traiter du rapport du Comité des affaires autochtones.»

M. Waddell: Il souffre de décalage horaire d'une manière chronique.

M. Skelly (Comox—Alberni): Au moins, il est présent. Il a été saisi de la question et il aurait dû avoir la décence d'y répondre franchement et directement car le problème remonte à 1942.

Il y aura bientôt 50 ans qu'il s'est posé. À cause d'un décret du conseil pris en vertu de la Loi sur les mesures de guerre le 14 avril 1942 et exécuté le 16 avril de la même année, les gens de Stoney Point ont été chassés de leurs maisons. Tous leurs meubles et tous leurs biens ont été retirés de ces terres dans les deux jours qui ont suivi l'adoption du décret du conseil, et ils ont dû s'installer dans une autre communauté autochtone à Kettle Point.

Ils avaient des liens de parenté avec les gens de Kettle Point, mais il n'y avait pas tellement d'espace pour les loger. Par conséquent, bon nombre de ceux qui vivaient à Stoney Point vers les années 40 ont fini par quitter la réserve et ont dû se réinstaller dans des localités du sud de l'Ontario. Cette communauté a été complètement dispersée.

Mais le plus insultant, c'est que de nombreux Chippewas de Stoney Point ont fait partie de l'armée canadienne et sont allés se battre durant la Seconde Guerre mondiale. Ils ont alors combattu héroïquement sous le drapeau canadien.

Quand ils sont revenus à Stoney Point à la fin de la guerre, après avoir obtenu, dans certains cas, des médailles de bravoure et après avoir combattu pour que les Canadiens conservent leurs foyers et leurs terres, ils ont découvert que l'ennemi qui avait dérobé leurs terres et menacé leurs foyers n'était pas celui qu'ils croyaient, mais le gouvernement canadien lui-même.

On connaît bien l'histoire d'un soldat qui, rentrant de la Seconde Guerre mondiale, est retourné à sa maison de Stoney Point pour constater qu'il ne pouvait pas y accéder parce que la zone était devenue une base militaire. Il a dû dormir dans un fossé, à l'extérieur de ses terres, parce qu'il ne pouvait pas franchir la clôture. Le gouvernement du Canada était propriétaire des terres. Ce même gouvernement avait promis que les terres seraient rendues aux habitants de Stoney Point lorsqu'on n'en aurait plus besoin pour continuer la guerre.

Cinquante ans ont passé. Combien de temps faut-il donc attendre? Que vaut la promesse que le gouvernement du Canada a faite aux autochtones? Quand le gouvernement tiendra-t-il parole? Le ministre de la Défense nationale ne peut même pas, après un week-